

Les Rencontres de la Démo



Pour le partage et la diffusion des savoirs

Migrations et minorités d'aujourd'hui

Jeudi 15 décembre 2016, de 9h30 à 11h, Salle Sauvy – Ined

5 mini-conférences de 10 minutes

Peut-on faire des statistiques ethniques en France ?

François HÉRAN (Ined)

De toutes les controverses qui agitent le monde de la recherche et le monde politique, celle qui porte sur l'opportunité des « statistiques ethniques » est la plus embrouillée. Trois mises au point s'imposent.

En premier lieu, que signifie « ethniques » dans l'expression « statistiques ethniques » ? Quelle différence avec « ethno-racial » ? Quel rapport avec l'usage de ces notions en anthropologie ? Quel statut juridique pour les données d'origine dans les enquêtes de l'Insee ou de l'Ined, d'une part, dans les fichiers administratifs, de l'autre ?

On reviendra ensuite sur la polémique qui a opposé des chercheurs de l'Ined à ce sujet en 1998-2000. A-t-elle influencé la pratique des enquêtes en France ? Deux exemples tirés du débat public seront également évoqués : l'affaire Zemmour (procès engagé en mars 2010 après ses propos justifiant les contrôles « au faciès », qui ont relancé le débat sur les statistiques ethniques en prison) et une déclaration virulente de François Fillon (JDD du 20 septembre 2015) contre le « tabou des statistiques ethniques ».

On proposera in fine une stratégie pour combler le fossé entre un débat public obsolète, faute d'informations à jour, et une recherche qui continue d'avancer.

Éducation et émigration sélective. Le trompe-l'œil d'une vision misérabiliste des immigrés

Mathieu ICHOU (Ined)

Qu'ils justifient la bienveillance ou la haine, les discours politiques et les images médiatiques véhiculent volontiers une vision misérabiliste des migrants : pauvres, démunis, sans éducation, voire peu « civilisés ». Bien qu'ayant parfois l'apparence du bon sens, ces représentations qui insistent uniquement sur les manques et les carences des immigrés n'en sont pas moins trompeuses. Elles sont le produit d'un regard partiel et ethnocentrique sur les migrants qui ne les considère que dans leur condition d'immigrés en France, oubliant par là même que leurs caractéristiques et leurs ressources sont largement produites et définies dans ou en relation avec leur pays d'origine.

Cette présentation met à l'épreuve empirique ces représentations en comparant le niveau d'éducation des immigrés en France à celui de la population de leur pays de départ. Les analyses, effectuées à partir du recensement 2012 de la population française combinées à des données sur le niveau d'éducation des populations des pays de départ, aboutissent à une observation essentielle : une proportion importante des immigrés en France viennent des groupes les plus éduqués de leur pays d'origine. Les résultats de ces analyses sont cohérents avec l'idée que les migrants constituent un groupe « sélectionné » qui n'est pas représentatif de la population de leur pays d'origine.

Inégalité et discrimination

Dominique MEURS (Université Paris Ouest - Nanterre La Défense /Ined)

Toute discrimination va se traduire dans les faits par une forme d'inégalité, que ce soit de rémunération, d'accès à l'emploi, au logement ..., mais toute inégalité n'est pas de la discrimination. Pour l'économiste, mesurer la discrimination passe à la fois par le relevé statistique d'une inégalité, puis par des traitements de données pour distinguer ce qui provient d'effets de structure de ce qui peut être attribué à des comportements discriminatoires. Cette démarche n'est pas que technique : elle suppose une grille d'analyse théorique, avec des choix normatifs sur ce qu'est une inégalité acceptable et ce qu'est un traitement injuste d'une catégorie de la population. Par exemple, si l'on compare des salaires entre les hommes et les femmes, faut-il ou non les rapporter aux nombres d'heures travaillées ? Si l'on pense que le temps partiel est un libre choix de l'individu, homme ou femme, on ramènera les rémunérations à une base horaire identique pour mesurer un écart corrigé de cet effet de structure. Si l'on a des raisons de croire qu'un employeur réserve les postes à temps complet aux hommes et n'embauche les femmes qu'à temps partiel, l'inégalité corrigée des temps de travail masquerait les pratiques discriminatoires de cette entreprise.

Santé des migrants: robustesse et vulnérabilité

Michel GUILLOT (Université de Pennsylvanie / Ined)

La santé des migrants représente un enjeu important pour les pays du Nord, avec des implications en matière de politique de santé et de retraites. Les migrants sont souvent décrits comme une population vulnérable, exposée à de nombreux facteurs de risques et globalement en moins bonne santé que la population générale du pays d'accueil. Les enquêtes de santé de différents pays d'accueil semblent confirmer cette vulnérabilité. En revanche, lorsque l'on examine la mortalité – un indicateur moins ambigu que d'autres indicateurs de santé – une image plus complexe émerge. Si les migrants présentent un excès de mortalité aux jeunes âges (avant 18 ans), ils bénéficient en revanche d'un important avantage aux âges actifs. Le mécanisme principal avancé pour expliquer cet avantage est la sélection des migrants. Les migrants sont en effet soumis à d'importants mécanismes de sélection directement ou indirectement reliés à la santé. D'autres mécanismes sont également avancés pour expliquer cet avantage. À partir de données françaises détaillées sur les niveaux de mortalité selon le pays de naissance, cette présentation examine les contours de l'avantage de mortalité des migrants en France. Les migrants y apparaissent comme une population généralement robuste, en contraste avec la vision traditionnelle des migrants comme population vulnérable.

Des identités nationales en crise ? Etats-Unis et Europe face à leur diversité ethno-raciale et religieuse

Patrick SIMON (Ined)

L'émergence d'une crispation autour de l'identité nationale a traversé la plupart des pays européens au cours de la dernière décennie. Dans ceux qui avaient développé une tradition de multiculturalisme, on observe un retour nationaliste en réaction à des meurtres spectaculaires (Theo Van Gogh aux Pays-Bas), des débats autour de l'Islam et de l'intégration de la seconde génération, ou des attentats commis par des « home grown » terroristes générant une angoisse de fragmentation de la société sur des lignes ethniques ou religieuses (UK). Un scénario similaire se déroule dans d'autres pays n'ayant pas cette approche multiculturaliste, comme en France où les débats autour de l'identité nationale sont montés en intensité tout au long de la deuxième moitié des années 2000, avant de culminer après les attentats de 2015 et 2016. De l'autre côté de l'atlantique, la campagne pour l'élection présidentielle est revenue rappeler que l'identité nationale n'était pas si paisible que cela et des oppositions puissantes contre l'influence des Hispanics dans la formulation du melting pot s'expriment ouvertement. La synthèse multiculturaliste engagée dans les années 1960 est ainsi remise en question. Pourtant, ces peurs et inquiétudes sont construites sur des visions caricaturales des modes d'appartenances des minorités dans ces pays, et une méconnaissance des processus d'intégration qui sont à l'œuvre à bas bruit. La présentation proposera une synthèse de résultats récents permettant de discuter des paramètres de la « crise des identités nationales ».

François HÉRAN

Chercheur à l'Ined et membre de l'unité « Migrations internationales et minorités », François Héran est sociologue, anthropologue et démographe. Il a notamment travaillé sur la sociabilité des français, la formation du couples, l'éducation, la participation électorale. Actuellement, il travaille sur l'immigration, les statistiques sociales et « ethniques », sur les mesures de la discrimination et sur les théories de l'argumentation.

Mathieu ICHOU

Sociologue, Mathieu Ichou est chercheur à l'Ined, rattaché à l'unité « Migrations internationales et minorités » et « Démographie économique ». Il est membre associé du Nuffield College à Oxford et de l'Observatoire Sociologique du Changement (OSC) de Sciences Po. Ses intérêts de recherche incluent la sociologie de l'immigration, de l'éducation, de la stratification sociale et des inégalités ; la comparaison internationale ; les méthodes quantitatives, qualitatives et leur combinaison.

Dominique MEURS

Économiste, Dominique Meurs est professeure à l'université Nanterre, membre du laboratoire EconomiX et chercheuse associée de l'unité « Démographie économique » à l'Ined. Elle s'intéresse aux inégalités sur le marché du travail, la discrimination et économie du genre.

Michel GUILLOT

Socio-démographe, professeur de sociologie à l'Université de Pennsylvanie (États Unis), Michel Guillot est associé à l'unité « Mortalité, santé, épidémiologie » de l'Ined. Il travaille principalement sur la mortalité dans les pays du Sud et au sein des populations immigrées dans les pays du Nord.

Patrick SIMON

Socio-démographe, Patrick Simon est chercheur à l'Ined, rattaché à l'unité « Migrations internationales et minorités » et chercheur associé au Centre d'Études Européennes de Sciences Po. Il travaille sur l'immigration, la discrimination, la socio-démographie des minorités, la classification statistique ethno-raciale, la division sociale et l'ethnique de l'espace. Il a publié en 2015 avec Nancy Foner *Fear, Anxiety, and National Identity: Immigration and National Belonging in North America and Western Europe* (New York: Russel Sage Foundation).